

CRISE SOCIALE

Une révolte qui divise les intellectuels

Analyse

NICOLAS TRUONG

Service Débats

Avant d'être le signe d'une division, les « gilets jaunes » sont l'emblème d'une communion. Des libéraux aux socialistes, des identitaires aux anarchistes, de l'essayiste Alain Finkielkraut à l'écrivaine Annie Ernaux, du philosophe Luc Ferry au romancier Edouard Louis, tous endossent la cause des « gilets jaunes ». Une convergence qui recoupe, de ronds-points bloqués en murs tagués, certaines alliances de circonstances. Mais l'unanimité apparent masque de nombreuses divergences.

Une partie de l'intelligentsia médiatique, plutôt majoritaire, campe une France coupée en deux, divisée entre les prolos et les bobos, les citadins et les ruraux. La thèse du géographe Christophe Guilluy, à nouveau déclinée dans *No society. La fin de la classe moyenne occidentale* (Flammarion, 242 pages, 18 euros), qui oppose les grandes métropoles mondialisées aux territoires périurbains formés par une classe moyenne paupérisée, est devenue son mantra. Transformant une simplification géographique en caricature idéologique, le pamphlétaire identitaire Eric Zemmour explique que deux France se font face : celle des « gilets jaunes », composée d'une « majorité d'homme blancs entre 30 et 50 ans » parée de toutes les vertus – de la dignité à la francité –, et celle des « minorités », des gauchistes et des mouvements féministes qui défilaient, notamment le samedi 24 novembre (comme si on ne pouvait pas être à la fois insurgé contre les inégalités sociales et remonté contre les violences sexistes).

Une « situation populiste », résume la philosophe belge Chantal Mouffe, auteure de *Pour un populisme de gauche* (Albin Michel, 144 pages, 14 euros) et proche des « insoumis » de Jean-Luc Mélenchon, à savoir une polarisation du conflit politique entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ». Un « moment poujadiste », corrige le philosophe Bernard-Henri Lévy, directeur de la revue *La Règle du jeu*, qui oppose « ceux qui ont de la mémoire » – des émeutes fascisantes unissant les « rouges » et les « bruns » – à « ceux qui n'en ont pas ». Une vision, plutôt minoritaire, soutenue par Daniel Cohn-Bendit et Romain Goupil, mais dépassant le cercle des écolos libéraux-libertaires, qui estiment que ce soulèvement n'est pas révolutionnaire et qu'il contient, au contraire, les ferments d'une dérive autoritaire : « En 1968, on se battait contre un général au pouvoir. Les "gilets jaunes", aujourd'hui, demandent un général au pouvoir », déclare l'ancien leader du Mouvement du 22 mars.

Mais cette vision en noir et jaune est tempérée par une myriade de chercheurs qui oscillent entre empathie et refus de l'idéologie, ou scepticisme et rejet des anciennes catégories. Beaucoup, comme l'historienne Marion Fontaine, affichent leur « perplexité » et leur dif-

ficulté à cerner un mouvement insaisissable dont tout le monde ou presque se réclame.

Il faut dire que ce mouvement est une aubaine, autant pour la gauche révolutionnaire que pour la droite identitaire. La première peinait à mobiliser les classes populaires contre des entités globalisantes (le « néolibéralisme » ou la « crise climatique »), qui recouvrent des réalités certes concrètes, mais dont l'abstraction confinait à l'impuissance et ne fédérait guère au-delà des cercles affinitaires. La seconde, portée par la vague populiste occidentaliste, mais entravée par l'irruption d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2017, rêvait d'une révolte des « petits Blancs ». Bref, le peuple manquait. D'où les vives querelles sur son essence supposée.

RETOUR DE LA QUESTION SOCIALE

Les uns, à l'instar du philosophe Jean-Claude Michéa, louent la « *décence ordinaire* » des classes populaires ; les autres, à l'image de l'historien Gérard Noiriel, contestent leur idéalisation : « *Je suis convaincu que si les chaînes d'information en continu et les smartphones avaient existé en 1936, les journalistes auraient pu aussi enregistrer des propos xénophobes ou racistes pendant les grèves*, déclare-t-il au *Monde*. *Il ne faut pas oublier qu'une partie importante des ouvriers qui avaient voté pour le Front populaire en mai-juin 1936 ont soutenu ensuite le Parti populaire français de Jacques Doriot, qui était une formation d'extrême droite.* »

Les uns opposent l'élite Nuit debout aux populaires « gilets jaunes », ceux qui prennent l'avion à ceux qui conduisent des camions, la « gauche kérosène » au peuple du diesel ; les autres, tel François Ruffin, initiateur de Nuit debout et soutien actif des « gilets jaunes », rêvent au contraire de les fédérer dans un même « combat contre l'oligarchie ». Mais ces querelles sur la pertinence de la notion de « France périphérique » ou du sens à donner au « peuple » témoignent d'un incontestable retour de la question sociale. Or, une grande partie de l'intelligentsia l'avait mise de côté, voire discréditée au profit d'une focalisation sur la question de l'identité.

A force de n'être « pas la cause de tout », les conditions sociales n'étaient plus la cause de rien. L'insécurité était uniquement culturelle, les conflits exclusivement culturels. Or, voici que ceux qui, à gauche comme à droite, avaient transmué les questions sociales en revendications sociétales ou en affirmations identitaires (re)découvrent la faiblesse de certains salaires. Et trouvent même des circonstances atténuantes à certaines exactions, violences et profanations. Il serait tout aussi réducteur de faire soudainement du social, par un simple mouvement de balancier, l'alpha et l'oméga des maux qui taraudent notre société. Le social ne supplante pas le culturel et vice versa. Mais à force d'expliquer qu'il n'avait « rien à voir » avec l'échec scolaire ou la radicalisation, à force de faire de l'explication une antichambre de l'excuse et de la sociologie une idéologie, le social s'était volatilisé. Le voilà qui revient, pour le meilleur et pour le pire, entre émancipation et réaction. ■

David Graeber « Les “gilets jaunes” montrent à quel point le sol bouge sous nos pieds »

Pour l'anthropologue américain, le mouvement français s'inscrit dans le renouvellement des pratiques contestataires

Par DAVID GRAEBER

Si l'une des caractéristiques de tout moment véritablement révolutionnaire est l'échec total des catégories conventionnelles à décrire ce qui est en train de se passer, alors nous sommes en train de vivre des temps révolutionnaires. La confusion profonde, l'incrédulité même, qu'affichent les commentateurs en France et à l'étranger face à chaque nouvel « acte » des « gilets jaunes » résulte d'une incapacité quasi complète à prendre en considération les changements du pouvoir, des travailleurs et des mouvements qui se sont élevés contre le pouvoir au cours des cinquante dernières années et en particulier depuis 2008. Les intellectuels, pour la plupart, saisissent très mal ces changements. Permettez-moi d'émettre deux suggestions quant à l'origine de cette confusion :

1. Dans une économie financiarisée, seuls ceux qui sont proches des moyens de création monétaire (les investisseurs et les classes managériales) sont en position d'employer le langage de l'universalisme. En conséquence, toute demande politique fondée sur des besoins et des intérêts particuliers tend à être traitée comme la manifestation d'une politique iden-

titaire ; les demandes des « gilets jaunes », au vu de leur base sociale, ne peuvent être autrement imaginées que comme protofascistes.

2. Depuis 2011, la façon dont le sens commun conçoit la participation d'un individu à un mouvement démocratique de masse s'est transformée à l'échelle mondiale. Les vieux modèles d'organisation « verticaux », avec une avant-garde, ont laissé place à une horizontalité où la pratique et l'idéologie constituent les deux faces d'un même objet. L'incapacité à le saisir donne l'impression erronée que des mouvements comme celui des « gilets jaunes » sont anti-idéologiques, voire nihilistes.

INSTINCTS ANTIDÉMOCRATIQUES

Depuis que les Etats-Unis ont renoncé à l'étalon or, en 1971, la nature du capitalisme a changé. Aujourd'hui, la plupart des profits des entreprises ne dérivent plus de la production ni même de la commercialisation de quoi que ce soit, mais de la manipulation du crédit, de la dette et des « rentes réglementées ». Alors que les appareils bureaucratiques gouvernementaux et financiers sont de plus en plus enchevêtrés, la richesse et le pouvoir – notamment le pouvoir de créer de l'argent (autrement dit le crédit) – deviennent de fait la même chose.

Depuis 2008, les gouvernements injectent dans le système de l'argent neuf qui tend à affluer vers les mains de ceux qui détiennent déjà des actifs financiers et de leurs alliés technocratiques des classes managériales. En France, bien sûr, il s'agit très précisément des macronistes. Les membres de ces classes ont l'impression d'être l'incarnation de tout universalisme possible ; leur vision de l'être uni-

versel est enracinée dans le marché ; et cette atroce fusion entre bureaucratie et marché est l'idéologie reine de ce qu'on appelle le « centre politique ». Dans cette nouvelle réalité centrée, on refuse de plus en plus aux travailleurs la possibilité de l'universalisme car ils ne peuvent littéralement pas se le permettre.

La possibilité d'agir par souci pour la planète, par exemple, plutôt qu'en se pliant aux exigences de la survie, découle des formes actuelles de création d'argent et de distribution managériale des rentes ; toute personne qui est contrainte de ne penser qu'à soi-même ou aux besoins matériels immédiats de sa famille est considérée comme affirmant une identité particulière ; et si les demandes de certaines classes peuvent être tolérées et satisfaites (avec condescendance), celles de la « classe ouvrière blanche » ne peuvent être considérées que comme racistes. Aujourd'hui, on martèle étrangement que les « gilets jaunes » doivent être fascistes – même s'ils n'en ont pas conscience. Tout cela révèle l'existence d'instincts profondément antidémocratiques.

Ces nouvelles réalités, qu'il s'agisse des relations entre l'argent et le pouvoir, ou des nouvelles manières de concevoir la démocratie, ne sont pas près de disparaître. Le sol bouge sous nos pieds, et nous ferions bien de nous demander où nous voulons nous situer : du côté du pâle universalisme du pouvoir financier, ou bien du côté de ceux dont les soins quotidiens rendent la société possible ? ■



David Graeber, anthropologue, est professeur à la London School of Economics

LA CHRONIQUE
DE THOMAS PIKETTY

« Gilets jaunes » et justice fiscale

La crise des « gilets jaunes » pose à la France et à l'Europe une question centrale : celle de la justice fiscale. Depuis son élection, Emmanuel Macron a passé son temps à expliquer au pays qu'il fallait chérir les « premiers de cordée », et que la première des priorités était d'accorder des baisses d'impôts aux plus hauts patrimoines, à commencer par la suppression de l'ISF. Tout cela a été mené tambour battant, avec un sentiment de toute-puissance et une totale bonne conscience. Même Nicolas Sarkozy avait été plus prudent en 2007 avec son « bouclier fiscal », qu'il a néanmoins dû annuler en 2012. Inévitablement, tous ceux qui ne se voient pas comme des « premiers de cordée » se sont sentis abandonnés et humiliés par le discours macronien, et voici comment nous nous retrouvons dans la situation actuelle. Le pouvoir en place a commis une série d'erreurs factuelles, historiques et politiques, qu'il est urgent et possible de corriger aujourd'hui.

Il a tout d'abord cherché à justifier la suppression de l'ISF par l'idée que cet impôt suscitait une hémorragie des patrimoines hors de France. Le problème est que cette affirmation est totalement fautive d'un point de vue factuel. On observe depuis 1990 une hausse spectaculaire et continue du nombre et des montants des patrimoines déclarés à l'ISF. Cette évolution a eu lieu dans toutes les tranches de l'ISF, en particulier dans les plus élevées, où le nombre et le montant des patrimoines financiers ont progressé encore plus vite que les patrimoines immobiliers, qui ont eux-mêmes progressé beaucoup plus rapidement que le PIB et la masse salariale. Les baisses boursières de 2001 et 2008 ont temporairement calmé cette évolution, mais sitôt les crises passées, les tendances longues ont repris leur cours.

Au total, les recettes de l'ISF ont plus que quadruplé entre 1990 et 2017, passant de 1 milliard à plus de 4 milliards d'euros, alors que le PIB nominal était multiplié par deux. Tout cela en dépit des multiples allègements, exonérations et plafonnements accordés au fil des ans aux contribuables ISF, et malgré le fait que le seuil d'entrée dans l'ISF a été graduellement relevé de 0,6 million d'euros de patrimoine net en 1990 à 1,3 million d'euros depuis 2012 (après déduction de 30 % sur la valeur de la résidence principale).

Le contrôle fiscal au titre de cet impôt a en outre toujours été insuffisant. Songeons par exemple que les déclarations préremplies sont en place depuis dix ans pour l'impôt sur le revenu, mais qu'elles n'ont jamais été appliquées pour l'ISF, alors que les banques pourraient parfaitement transmettre toutes les informations nécessaires au fisc. En 2012, on a même supprimé la déclaration détaillée au-dessous de 3 millions

MACRON DOIT RÉTABLIR L'ISF. S'IL NE LE FAIT PAS, CELA SIGNIFIERA QU'IL AURA FAIT LE CHOIX D'UNE IDÉOLOGIE PRO-RICHES DÉPASSÉE

Thomas Piketty est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, École d'économie de Paris.

d'euros (il suffit depuis d'indiquer un montant global de patrimoine, sans aucune possibilité de contrôle systématique).

Avec une meilleure administration, l'ISF pourrait rapporter aujourd'hui plus de 10 milliards d'euros. Ce qui n'aurait d'ailleurs rien d'étonnant, compte tenu du fait que la taxe foncière rapporte plus de 40 milliards, et que le patrimoine est extrêmement concentré (en particulier les actifs financiers, exonérés de taxe foncière). Toujours est-il que dans l'état de la législation et de l'administration (défaillante) de l'ISF, les recettes de cet impôt ont néanmoins progressé de 1 à 4 milliards de 1990 à 2017. Compte tenu de l'évolution des patrimoines, elles auraient dû atteindre près de 6 milliards en 2022. Avec la suppression de l'ISF et la mise en place de l'IFI, les recettes ont chuté à guère plus de 1 milliard en 2018 : on se retrouve trente ans en arrière, avec une perte d'au moins 5 milliards d'euros par an d'ici à 2022.

Effroyable gâchis

La seconde erreur du gouvernement est historique : il se trompe d'époque. Il est incontestable que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont lancé un processus de démantèlement de la progressivité fiscale dans les années 1980, et que ce mouvement a été partiellement suivi en Europe dans les années 1990 et au début des années 2000, par exemple avec la suspension de l'impôt sur la fortune en Allemagne et en Suède (et en prime de l'impôt successoral dans ce dernier cas). Pour autant, est-on bien sûr que ces politiques ont produit les effets escomptés ? Depuis la crise de 2008, et surtout depuis Trump, le Brexit et l'explosion du vote xénophobe partout en Europe, on mesure mieux les dangers posés par la montée des inégalités et le sentiment d'abandon des classes populaires, et beaucoup comprennent le besoin d'une nouvelle régulation sociale du capitalisme. Dans ces conditions, en rajouter une couche en faveur des plus riches en 2018 n'était vraiment pas très malin. Si Macron veut être le président des années 2020 et non des années 1990, il va falloir qu'il s'adapte vite.

Le plus triste est l'effroyable gâchis sur le front climatique. Pour qu'une taxe carbone réussisse, il est impératif d'affecter la totalité de son produit à l'accompagnement social de la transition écologique. Le gouvernement a fait tout le contraire : sur les 4 milliards de hausse des taxes sur les carburants de 2018, et les 4 milliards supplémentaires prévus pour 2019, il n'envisageait de consacrer qu'à peine 10 % aux mesures d'accompagnement, alors que le reste finançait de facto la suppression de l'ISF et la flat tax sur les revenus du capital. S'il veut sauver son quinquennat, Macron doit immédiatement rétablir l'ISF et consacrer ces recettes pour compenser ceux qui sont le plus durement touchés par les hausses de taxe carbone, qui doivent reprendre leur cours. Et s'il ne le fait pas, alors cela signifiera qu'il aura fait le choix d'une idéologie pro-riches dépassée aux dépens de la lutte contre le réchauffement climatique. ■